

Chemetov: la France vue par un architecte

Des métropoles françaises qui atteignent des prix prohibitifs, des modes de vie de plus en plus urbanisés, une politique inadaptée... A 90 ans, Paul Chemetov livre son regard sur les enjeux du logement.

Paul Chemetov, 90 ans, est un des architectes français les plus réputés, mais aussi les plus singuliers. Quand nombre de ses pairs sont de véritables stars inaccessibles, lui est d'une simplicité et d'une gentillesse rares. Coauteur d'un essai sur sa discipline*, cet ancien communiste, imprégné de philosophie, à qui l'on doit le ministère de l'Economie et des Finances, la réhabilitation de la Grande Galerie de l'évolution à Paris et de nombreuses réalisations en banlieue, porte un regard lucide sur sa profession et sur notre époque faite de fractures et de précipitations, de mesure et de contresens. Entretien ■ S. M.

Le Point: Qu'est-ce qu'un architecte ?

Paul Chemetov: A moins d'être de nouveaux Louis XIV, les architectes travaillent de façon évidente pour les autres. « Comment se loger ? » est une question que nous pose la démocratie. A l'époque ancienne, les architectes bâtissaient des châteaux, des prisons, des cathédrales et des fortifications, mais la masse de la construction relevait de l'autoconstruction : les paysans et les maçons construisaient l'ordinaire de la ville et de la campagne.

Si l'architecte est en effet altruiste, n'est-il pas aussi parfois narcissique ? ■■■

La tyrannie des identités

PAR SÉBASTIEN LE FOL

La tragédie ne se passe pas sur un campus américain envoûté par le politiquement correct, mais au sein même de la Sorbonne, à Paris. Des associations se réclamant de l'antiracisme ont empêché la représentation des « Suppliantes », d'Eschyle, mises en scène par l'un de nos plus pointus hellénistes, Philippe Brunet. En cause : les masques sombres et le maquillage portés par certains acteurs qu'elles assimilent au *blackface* américain. Voici à l'œuvre ce que l'universitaire Laurent Dubreuil appelle « La dictature des identités » (Gallimard). Ce nouveau fascisme nous dicte : « Vous êtes ceci, et moi cela, vous pensez donc ceci, je penserai donc cela. » Il nous assigne

à ce qu'il nous somme d'être. Tout peut désormais « s'identitariser » : ethnie, couleur de peau, genre, préférences culinaires...

On pourrait juger infantile ce despotisme, mais il rend déjà impossible toute vie commune. Ses thuriféraires poussent à son paroxysme la logique victimaire. N'importe qui peut être blessé par n'importe quoi, note Laurent Dubreuil. La blessure nouvelle n'est pas d'être né maudit, malheureux ou mortel ; elle consiste dans la méchanceté infligée par les autres...

Chacun est ainsi clôturé dans sa « *tour de chagrins* », exilé à l'intérieur de lui-même. Si le mal-être ressenti par un individu peut passer pour une atteinte à une partie du

corps démocratique, comment le protéger ? Par la censure, pardi. La liberté d'expression risque de blesser ? Restreignons-la ! Limitons ce qui peut être dit en fonction de qui le dit. Cette intimidation identitaire porte ses fruits. Les « *porte-parole éternels de la souffrance catégorielle* » développent des réflexes d'autocensure dans toute la société. Les associations qui ont sabordé « Les suppliantes » ne s'arrêteront pas en si bon chemin. Elles souhaitent imposer le règne de l'entre-soi. Leur anguille ? Qu'un individu ose outrepasser les limites de son assignation. C'est contre ce déterminisme effrayant qu'il faut croiser le fer avec la force de Zeus ■

■■■ Nous sommes dans une position bizarre. Cet altruisme est réalisé au travers de quelque chose qui nous met en cause, dans lequel nous mettons notre « moi » et notre « je ». Il est vrai qu'il y a quelquefois de la démesure, mais personne n'est forcé d'être un Cecil B. DeMille de l'architecture. Idem pour la dépense. **Dans tous les projets que j'ai menés, la question de la dépense a été centrale.** Pour la construction du ministère de l'Economie, par exemple, on n'a pas dépensé un sou de plus que ce qui nous avait été accordé.

Et comment définiriez-vous l'architecture ?

C'est un métier.

Un métier, seulement ? Là où l'on voudrait voir de la poésie, de l'art, vous ramenez cette activité à quelque chose d'élémentaire.

Andrea Palladio, un architecte de la Renaissance, disait : « Un architecte est un maçon sachant parler le latin. » Je ne crois pas à l'architecte inculte. Pour restituer, il faut ingurgiter. Un cuisinier dont la seule culture serait la cuisine serait un moins bon cuisinier que celui qui porterait par ailleurs un intérêt à l'art, à la philosophie ou à autre chose. Il se trouve que j'ai été un bon élève en philo et que j'ai même reçu un accessit au concours général sur la question de la liberté. Cet intérêt a nourri l'architecte que je suis. Notre métier ne consiste pas seulement à assembler des briques et du ciment, du verre et de l'acier, mais aussi des symboles, des formes, des normes, en transformant la maison des autres. Ce n'est pas seulement un art de la matérialité. **L'architecture, pour le meilleur et pour le pire, transforme le monde.** Mais les architectes sont aussi nourris de projets non réalisés. Ils nous sont nécessaires comme autant de lectures, comme d'aimer la musique et la peinture. Si l'architecture n'était que dessin, elle ne serait pas un métier, mais juste un art. L'architecture, c'est l'histoire de l'escargot et de sa coquille. Un escargot sans sa coquille serait profondément malheureux.

Le rapport à l'habitat a-t-il changé depuis vos débuts dans l'architecture ?

Pendant un temps, on a pensé que le pavillon sur catalogue allait régler le problème de logement des Français. Ce ne fut pas le cas, parce que l'habitat pavillonnaire ne permet pas la densité et que la densité a quelques vertus. Cet habitat mange des terres agricoles, soit l'équivalent d'un département tous les dix ans. Cet habitat, par ailleurs, ne peut se concevoir en dehors de la voiture individuelle. Aucun système de transport public ne peut mailler une zone pavillonnaire. On ne va pas tuer le pavillonnaire, il existe. Il faut lui offrir, dans les moins mauvaises conditions possibles, ce dont les gens ont besoin, comme des maisons communes de santé et des services. Claude Lévi-Strauss disait : « Je suis né dans un monde qui comptait un milliard et demi d'habitants et je vais mourir

dans un monde de plusieurs milliards d'habitants. » En une vie d'homme, la population mondiale s'est démultipliée. Nourrir tout ce monde suppose que des terres agricoles soient disponibles. Le circuit court n'est pas seulement le mythe de l'écolo barbu et chevelu. Ma génération a pu observer les Trente Glorieuses et les trente années moins glorieuses qui ont suivi. Le progrès n'est pas synonyme de toujours plus, mais il peut apporter du mieux. Ce mieux, on le souhaite à tous, mais il faut savoir avec lucidité que cela ne passe pas par « toujours plus ». Il faut partager ce monde, les services, la nourriture, les biens. La Terre est une chose finie. Mais comment partager une chose finie avec une variable infinie qu'est l'accroissement de la population ? Cela ne peut que finir mal. Ce qui pose les questions de la limite et du partage. Partage même et surtout non équitable. La démocratie suppose que tout le monde soit logé, mais on ne peut pas promettre à tous du château-margaux et du marbre de Toscane.

Que pensez-vous de ce thème de la fracture territoriale qui ferait la part belle aux métropoles ?

Prenons le cas de Paris et de son agglomération, qui représentent 20 % de la population et 30 % du PIB. Il est certain que la métropole, qui concentre la culture, des services et de la compétence, du patrimoine, du savoir et des plaisirs de vie, est attractive. La ville concentrée est l'usine du XXI^e siècle ; dans le monde contemporain, c'est là que se fabrique la valeur ajoutée. Les échanges et la concentration de population dans les villes permettent la production de meilleurs biens matériels et immatériels.

Quelles sont les conséquences sur le périurbain ?

Avec les communications de masse et la télévision, la même pour tous, le mode de vie consumériste s'est généralisé – un costume chez nos grands-parents durait presque une vie, quand, dans la grande distribution, il y a plus de quatre saisons par an –, le mode de vie urbain s'est uniformisé, y compris chez les paysans. Si ce mode de vie est urbain dans les consommations, il ne l'est pas dans la situation. La ville est interdite à beaucoup. Dans Paris, si vous n'êtes pas déjà habitant d'un logement acquis il y a longtemps ou que vos parents auraient acquis pour vous et si vous n'êtes pas éligible à l'habitat social, vous êtes centrifugé, à cause de la valeur foncière.

Comment y remédier ?

Dans Paris, vous payez, par logement nouveau, de 60 000 à 100 000 euros de coût de terrain. Si on veut éviter cela, il faut un bail emphytéotique, la ville de Rennes y a recours. Quand vous achetez une maison, il est normal de vouloir posséder la terre qui est sous vos pieds. Mais quand vous vivez dans un immeuble, cela n'a pas de sens. Il vaut mieux payer quelques euros par mois pour la location du terrain sur lequel

« Palladio, à la Renaissance, disait : “Un architecte est un maçon sachant parler le latin.” Pour restituer, il faut ingurgiter. »



Patrimoine. La Grande Galerie de l'évolution et le ministère de l'Économie et des Finances, deux réalisations signées Paul Chemetov, à Paris.

« Notre problème est celui de la démographie. Sa progression va poser la question criante du logement. »



se trouve votre appartement, plutôt que d'être taxé au départ de 100 000 euros. Il y a vingt ans, tout le monde savait déjà que cette question foncière deviendrait centrale. Si on voulait régler le problème de l'habitat, il fallait se pencher sur cette question du portage foncier. Mais on a peu avancé. Les promoteurs n'ignorent pas qu'une famille moyenne est capable de mobiliser sur trente ans 200 000 ou 300 000 euros par l'emprunt. Comme le foncier est cher, pour rester dans ce budget, on diminue la taille des logements. Aujourd'hui, les gens ont des machines à laver, de grands écrans, des aspirateurs ou des réfrigérateurs, des jouets pour leurs enfants, des trottinettes, des planches de skate, des livres... Où rangent-ils tout cela? L'idée d'un petit logement est contradictoire avec la vie telle qu'elle est. La domesticité n'existe plus, nous sommes domestiques de nous-mêmes. Il nous faut du matériel pour nous assister, et il faut bien le stocker. La pièce en plus est nécessaire. Pour construire, avec un budget maîtrisé, l'habitat contemporain, le sol ne peut donc pas coûter si cher.

Quel regard portez-vous sur la politique en matière de logement?

L'effort qui est fait est insuffisant. Il y a certes des villes avec des logements sans occupants, mais dans toutes les métro-

poles il y a une crise du logement évidente. L'an dernier, le nombre de logements construits en France a régressé. Par ailleurs, pour la première fois, on a décrété, sous ce gouvernement, qu'on pouvait faire des logements sans architectes et qu'on pouvait ponctionner la trésorerie des HLM. Notre vrai problème est celui de la démographie. Le pays compte plus de 65 millions d'habitants, quand il en comptait 40 millions après la guerre. Pour l'instant, il y a en moyenne 1,9 enfant par couple. Par rapport à l'Allemagne ou la Russie, la France est un pays de forte natalité. L'allongement de la vie continue. De mon vivant, on a gagné presque vingt-cinq ans d'espérance de vie. Cette progression va poser la question criante du logement. Du logement accessible, comme du logement adapté.

On dénonce souvent les grands ensembles immobiliers des banlieues comme étant à l'origine de bien des problèmes. Qu'en pensez-vous?

Au départ, les premiers habitants de ces grands ensembles représentaient la classe moyenne, l'aristocratie ouvrière. « Pour le prix de votre loyer, devenez propriétaires », leur a-t-on dit. Ils ont acheté des pavillons, puis, on a concentré dans ces logements des familles qui n'étaient pas habituées à

vivre dans des habitats collectifs. Au départ, nous avions des ouvriers de chez Renault, Peugeot et Simca, ensuite des habitants très déçus. Cette situation d'assignation à résidence a perduré sans politique d'entretien des immeubles. Car, dans l'esprit de leurs promoteurs initiaux, ces ensembles devaient durer trente ans, or ils sont là, pour certains, depuis trois générations. Ces cités, pour beaucoup, ne sont pas desservies par les transports en commun, qui sont arrivés à Montfermeil et à la Courneuve, par exemple, vingt ans après la construction des cités. On parle sans arrêt de mixité sociale, mais elle ne suffit pas. Il faut aussi une mixité de programmes en mettant fin au zonage : l'habitat d'une part, le travail de l'autre, le commerce ou les loisirs dans leurs zones spécifiques.

Il est de bon ton de dire que le laid l'emporte partout.

Peut-on éduquer au bon goût?

En France, de tradition, la culture est littéraire. Contrairement à d'autres pays, la culture musicale, artistique et architecturale est moins développée. L'architecture est aussi une activité culturelle. Une ville est une formation de temps long. Elle a un passé, un présent et un futur. Il faut accepter cette durée et ces confrontations ■ PROPOS RECUEILLIS PAR SAÏD MAHRANE

* « Être architecte. Sept conversations », avec Frédéric Lenne (Arléa, 128 p., 14 €).

